

RÈGLEMENT DE POLICE DE LA COMMUNE DE BEX

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES MUNICIPALES

CHAPITRE II

DE L'ORDRE, DE LA TRANQUILLITÉ PUBLICS ET DES MOEURS

CHAPITRE III

SPECTACLES ET RÉUNIONS PUBLICS

CHAPITRE IV

DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

CHAPITRE V

DE LA POLICE DU DOMAINE PUBLIC ET DES HABITANTS

CHAPITRE VI

DE L'HYGIÈNE ET DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

CHAPITRE VII

DES INHUMATIONS ET DU CIMETIÈRE

CHAPITRE VIII

DE LA POLICE DU COMMERCE

CHAPITRE IX

DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

CHAPITRE X

POLICE RURALE

CHAPITRE XI

CONTRÔLE DES HABITANTS

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES MUNICIPALES

Article premier - But

Le présent règlement institue la police municipale au sens de la loi sur les Communes.

Art. 2. - Droit applicable

Les dispositions du présent règlement sont applicables sous réserve des dispositions du droit fédéral ou cantonal régissant les mêmes matières.

Art. 3. - Champ d'application territorial

Les dispositions du présent règlement sont applicables sur l'ensemble du territoire de la Commune.

Art. 4. - Compétences réglementaires de la Municipalité

Dans les limites définies par le présent règlement, la Municipalité édicte les règlements que le Conseil communal laisse dans sa compétence. Elle arrête les tarifs dépendant du présent règlement. Ces derniers devront être soumis à l'approbation du Conseil d'État à l'exception des émoluments dits de chancellerie.

En cas d'urgence, la Municipalité est compétente pour édicter des dispositions complémentaires au présent règlement. Ces dispositions complémentaires ont force obligatoire sous réserve de leur approbation par l'autorité compétente dans le plus bref délai.

Art. 5. - Autorités et organes compétents

La police municipale incombe à la Municipalité qui, par l'entremise du corps de police et des auxiliaires qu'elle nomme à cet effet, veille à l'application du présent règlement.

Art. 6. - Police

Sous la direction et la responsabilité de la Municipalité, le corps de police a pour mission générale

- a) de maintenir l'ordre et la tranquillité publics ;
- b) de veiller au respect des moeurs ;
- c) de veiller à la sécurité publique, en particulier à la protection des personnes et des biens;
- d) de veiller à l'observation des règlements communaux et des lois en général ;
- e) d'intervenir sur réquisition justifiée de toute personne s'estimant menacée dans sa vie ou dans son intégrité corporelle.

Art. 7. - Obligation des agents

Les agents de la police locale sont soumis au statut du 4 personnel, aux cahiers des charges et aux règlements internes. ils doivent

- a) être en possession d'un ordre régulier de l'Autorité compétente pour arrêter une personne, sauf en cas de flagrant délit ou de désordre public et en avisant immédiatement cette Autorité ;
- b) observer les formes légales pour pénétrer dans un domicile ;

c) avoir en toutes circonstances une attitude correcte envers le public.

Art. 8. - Rapport de dénonciation

Sous réserve des compétences de la police cantonale, sont seuls habilités à dresser des rapports de dénonciation :

a) le commissaire et les agents de police ;

b) les fonctionnaires communaux qui ont été assermentés et investis de ce pouvoir par la Municipalité, dans les limites des missions spéciales qui leur sont confiées.

Art. 9. - Acte punissable

Toute infraction aux dispositions du présent règlement est passible d'une amende dans les limites fixées par la Loi cantonale sur les sentences municipales du 17 novembre 1969.

Art. 10. - Contravention

Lorsque la contravention résulte d'une activité ou d'un état de fait durable, la Municipalité peut soit y mettre fin aux frais du contrevenant soit ordonner à ce dernier de cesser immédiatement de commettre la contravention, sous menace des peines prévues à l'article 292 du Code pénal.

CHAPITRE II

DE L'ORDRE, DE LA TRANQUILLITÉ PUBLICS ET DES MŒURS

I. DE L'ORDRE ET DE LA TRANQUILLITÉ PUBLICS

Art. 11. - Jours de repos public

Le dimanche, les jours fériés légaux et les jours de fêtes religieuses sont jours de repos public.

Art. 12. - Ordre et tranquillité publics

Tout acte de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics est interdit. Sont notamment compris dans cette interdiction les querelles, les batteries, les cris, les chants bruyants ou obscènes, l'ivresse, les attroupements tumultueux ou gênant la circulation, les coups de feu ou pétards à proximité des habitations.

Art. 13. - Arrestation et garde à vue

La police peut appréhender et conduire au poste de police, aux fins d'identification et d'interrogatoire, tout individu qui contrevient à l'article 12. S'il y a lieu de craindre que le contrevenant poursuive son activité coupable, il peut être gardé à vue pour 12 heures au plus.

Art. 14. - Identification

La police peut appréhender et conduire au poste de police, aux fins d'identification seulement, toute personne qui ne peut justifier de son identité. Elle dresse procès-verbal de cette opération.

Art. 15. - Résistance et opposition aux actes de l'Autorité

Celui qui résiste aux agents de la police ou à tout autre représentant de l'Autorité municipale dans l'exercice de ses fonctions, qui entrave leur action ou les injurie, est puni de l'amende, sous réserve des dispositions du Code pénal.

Art. 16. - Lutte contre le bruit

Il est interdit de faire du bruit sans nécessité. Chacun est tenu de prendre les précautions requises par les circonstances pour éviter de troubler la tranquillité et le repos d'autrui, notamment dans les zones habitées, au voisinage des hôpitaux, des cliniques, des écoles et des lieux où se déroule une cérémonie funèbre ou religieuse. Les installations permanentes bruyantes (machines, moteurs, jeux de quilles, jeux de boules, diffuseurs de musique, etc..) seront phoniquement isolées. Si, malgré les dispositions prises, le bruit demeure gênant, la Municipalité soumettra à restriction ou à suspension l'usage des appareils trop bruyants.

Art. 17. - Instruments de musique

L'usage de signaux d'appel acoustique, instruments de musique, gramophones avec ou sans amplificateur, appareils de radiodiffusion, télévision et autres, ne doit pas importuner le voisinage. Les utilisateurs de ces appareils régleront ceux-ci de telle sorte que les sons ne dépassent pas les limites de leur propriété ou de leur appartement. Entre 22h00 et 07h00, aucun bruit de musique ne doit troubler le repos public.

Art. 18. - Travaux

Sont suspendus, les jours de repos public

- a) les travaux extérieurs, terrassements, fouilles, transports de matériaux, démolitions et constructions, etc ;
- b) les travaux intérieurs bruyants ;
- c) l'usage des fontaines publiques pour le lavage du linge et des légumes ;
- d) l'usage d'outillages mécaniques bruyants (exemple tondeuse à gazon).

Art. 19. - Exceptions

Font exceptions aux règles qui précèdent:

- a) les services publics ;
- b) les travaux qu'un accident, l'intérêt ;
ou la sécurité publics rendent urgents;
- c) les travaux indispensables dans les métiers qui exigent une exploitation continue;
- d) les entreprises au bénéfice d'une autorisation spéciale de l'Office du travail;
- e) la fabrication, la vente et le transport à domicile des produits alimentaires destinés à une consommation immédiate;
- f) les soins à donner aux animaux domestiques, et les travaux indispensables à la conservation des cultures; la protection et la rentrée des récoltes en cas d'urgence.

Art. 20. - Manifestations publiques

Aucune manifestation publique, en particulier aucune réunion, ni aucun cortège, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable de la Municipalité qui peut prescrire aux organisateurs des mesures d'ordre et de sécurité. La demande d'autorisation doit indiquer les noms des organisateurs responsables. La Municipalité refuse son autorisation si cette condition n'est pas remplie. L'autorisation peut être refusée ou

retirée si les organisateurs ne prennent pas les mesures d'ordre prescrites. Les dispositions sur la police des spectacles sont réservées.

Art. 21. - La Municipalité peut interdire certaines manifestations pendant les jours de repos public, ou pendant certains d'entre eux, dans la mesure où le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics l'exige.

Art. 22. - Camping et caravaning

La Municipalité fixe les lieux où il est permis de camper.

Art. 23. - Le stationnement de longue durée des roulottes et autres véhicules servant de logement est interdit sur le domaine public, sauf autorisation de la Municipalité.

Art. 24. - Couvre-feu - Enfants

Il est interdit aux enfants de moins de 16 ans, non accompagnés d'un parent ou d'une personne adulte responsable, de se trouver sur la voie publique après 22h00. Les enfants autorisés par l'Autorité compétente à assister seuls à une manifestation ou à un spectacle public ou privé se terminant après les heures de police doivent regagner sitôt après leur logement.

Art. 25. - Il est interdit aux enfants âgés de moins de 16 ans révolus de fumer ou de consommer des boissons alcooliques.

Les règlements scolaires en vigueur sont applicables.

Art. 26. - Installations des services publics

Il est interdit de manipuler, de déplacer, d'endommager ou de détruire les installations, ornements, décorations, enseignes, signalisations et autres, fixes ou mobiles.

II. DE LA POLICE DES ANIMAUX ET DE LEUR PROTECTION

Art. 27. - Ordre et tranquillité publics

Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes les mesures utiles pour les empêcher

- a) de troubler l'ordre et la tranquillité publics, notamment par leurs cris;
- b) de porter atteinte à la sécurité d'autrui ;
- c) d'importuner les voisins.

Art. 28. - Animaux errants

Il est interdit de laisser divaguer les animaux qui pourraient compromettre la sécurité publique.

En cas d'urgence, la police peut faire saisir et conduire chez l'équarrisseur les animaux trouvés sur la voie publique. Le détenteur de l'animal en est informé, dans la mesure du possible.

Art. 29. - Abattage d'un animal sur la voie publique

Le service des abattoirs est placé sous la surveillance de la police municipale. Il est régi par un règlement. Il est interdit de tuer des animaux sur la voie publique ou aux abords de celle-ci, sauf s'il y a urgence.

Art. 30. - Obligation de tenir les chiens en laisse

Sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public, toute personne accompagnée d'un chien doit le tenir en laisse à moins qu'il ne soit suffisamment dressé pour se conduire de manière à ne pas importuner autrui.

La Municipalité détermine les lieux et les manifestations dont l'accès est interdit aux chiens.

La Municipalité peut exiger des propriétaires de chiens qu'ils prennent toutes mesures utiles en vue de les rendre inoffensifs ; en cas de nécessité, elle peut ordonner le séquestre de l'animal, aux frais du détenteur.

Art. 31. - Chiens sans collier ou médaille

Les chiens doivent être munis d'un collier portant le nom du propriétaire.

Lorsqu'un chien errant est trouvé sans collier ou sans médaille, il est séquestré et placé en fourrière. Les frais à payer pour obtenir la restitution de l'animal comprennent les frais de transport, de fourrière et, le cas échéant, de l'examen du vétérinaire.

III. DE LA POLICE ET DES MOEURS

Art. 32. - Acte contraire à la décence

Tout acte contraire à la décence ou à la morale est interdit.

L'article 13 est applicable en cas d'infraction à cette interdiction.

Art. 33. - Manifestation sur la voie publique

Toute manifestation sur la voie publique, toute réunion, tout cortège ou toute mascarade contraires à la pudeur ou à la morale sont interdits.

Art. 34. - Vêtements

Tout habillement contraire à la décence est interdit.

Art. 35. - Incitation à la débauche

Tout comportement public de nature à inciter à la débauche ou à la licence est interdit.

Art. 36. - Textes ou images contraires à la morale

Toute exposition, vente, location ou distribution de livres, de textes manuscrits ou reproduits par un procédé quelconque, de figurines, de chansons, d'images, de cartes ou de photographies obscènes ou contraires à la morale, sont interdites sur la voie publique.

IV. DE LA POLICE DES BAINS

Art. 37. - Vêtements

À l'exception des enfants en bas âge, les personnes qui prennent un bain dans un lieu public sont tenues de porter un costume décent.

Art. 38. - Établissements de bains

La Municipalité édicte les prescriptions applicables dans les établissements de bains pour assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics et le respect de la décence et de la morale publiques.

Les tenanciers de ces établissements sont tenus de faire observer ces prescriptions. Ils peuvent faire appel à la police en cas de besoin.

CHAPITRE III

SPECTACLES ET RÉUNIONS PUBLICS

Art. 39. - Autorisation

Aucune manifestation accessible au public, gratuitement ou non ne peut avoir lieu, ni même être annoncée, sans l'autorisation préalable de la Municipalité.

Art. 40. - Refus d'autorisation

La Municipalité refuse l'autorisation demandée lorsque la manifestation projetée est contraire aux lois ou aux bonnes moeurs, ou de nature à troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre publics.

La Municipalité peut ordonner la suspension ou l'interruption immédiate de toutes manifestations ou divertissements publics contraires à la tranquillité et à l'ordre publics ou aux bonnes moeurs. La Municipalité peut, en outre, imposer des restrictions ou interdire ces spectacles.

Art. 41. - Demande

L'autorisation doit être demandée au moins 8 jours à l'avance, avec indication des noms des organisateurs responsables, des date, lieu, heure et programme de la manifestation ainsi que tous autres renseignements. Le requérant est responsable de la conformité de la manifestation avec les indications données.

Art. 42. - Artistes

Les entrepreneurs de spectacles sont tenus d'indiquer le genre d'exercice auxquels se livrent leurs artistes, d'une manière générale, et plus particulièrement s'il s'agit d'enfants de moins de 16 ans.

Art. 43. - Conditions

L'autorisation peut être subordonnée à certaines conditions, notamment

- a) mesures de sécurité, telles que défense contre l'incendie, précautions spéciales dans les cirques, les ménageries, les constructions temporaires, etc ;
- b) mesures exigées dans l'intérêt des bonnes moeurs, telles qu'interdiction aux enfants ou jeunes gens d'assister aux spectacles, coupures dans le programme projeté, contrôle de publicité, restrictions dans le travail demandé à des enfants, etc ;
- c) mesures d'ordre telles que service d'ordre, limitation du nombre de places d'après les dimensions du local, heures de clôture, etc .

Art. 44 - Libre accès

Les membres de la Municipalité ainsi que les représentants de la police et du service du feu ont libre accès, dans l'exercice de leurs fonctions, aux manifestations prévues à l'art. 39.

Art. 45 - Taxes

Il est perçu pour toute manifestation soumise à autorisation

- a) une taxe pour l'autorisation, sans préjudice de la taxe sur les spectacles;
- b) les frais éventuels de location, des services d'ordre, de sécurité et de surveillance contre l'incendie.

Art. 46 - Exonération

Les conférences religieuses, philanthropiques, littéraires, scientifiques ou politiques à entrée libre sont exonérées de toute contribution. Sont réservés les frais de salle et de surveillance par la police ou les pompiers.

Art. 47 - Fermeture

Sauf autorisation spéciale, toute manifestation soumise à autorisation doit être terminée à 24h00 au plus tard.

Art. 48 - Ordre public

Toute personne qui trouble un spectacle ou une représentation publique quelconque en est immédiatement expulsée par la police ou les organisateurs, après sommation. Est réservée l'amende ou la dénonciation à l'Autorité judiciaire lorsque la gravité du cas le justifie.

CHAPITRE IV**DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE****I. DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN GÉNÉRAL****Art. 49 - Principe général**

Tout acte de nature à compromettre la sécurité publique est interdit.

Art. 50 - Manifestation de nature à porter atteinte à la sécurité publique.

Toute manifestation ou réunion, publique ou privée, de nature à porter atteinte à la sécurité publique, est interdite.

Art. 51 - Jeux et autres activités dangereuses

Dans les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, il est notamment interdit

1. de jeter des pierres et autres projectiles dangereux ;
2. de se livrer à des jeux dangereux pour les passants ;
3. d'établir des glissoires, pistes de luges, etc ;
4. de répandre de l'eau ou tout autre liquide en temps de gel ;
5. de manipuler des jouets, des instruments, des appareils ou tous autres objets pouvant blesser les passants sur la voie publique ;

6. de suspendre ou de déposer, en un endroit surélevé, des objets dont la chute pourrait présenter un danger ;
7. de placer sur le sol des objets ou matériaux pouvant présenter un danger, sans prendre les précautions nécessaires à la protection des passants ;
8. de jeter des débris ou matériaux sur la voie publique.

Art. 52 - Travail dangereux pour les tiers

Tout travail manifestement dangereux pour les tiers, accompli dans un lieu accessible au public ou aux abords de celui-ci, doit être préalablement autorisé par la Municipalité s'il n'est pas subordonné à l'autorisation d'une autre autorité.

Art. 53 - Vente et port d'armes

Il est interdit de vendre des armes, des matières explosives ou toutes autres substances dangereuses à des mineurs.

Il est interdit à ces mineurs de porter des armes ainsi que de transporter de telles matières ou substances, sauf sous la surveillance de leur représentant légal ou du détenteur de l'autorité domestique.

Art. 54 - Explosifs

Il est interdit d'utiliser des matières explosives dans un lieu accessible au public sans l'autorisation préalable de la Municipalité.

II. DE LA POLICE DU FEU

Art. 55 - Feu sur la voie publique

Il est interdit de faire du feu sur la voie publique, dans les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, à moins de 10 m. des bâtiments, de dépôts de foin, de paille, de bois ou autres matières combustibles ou facilement inflammables.

Art. 56 - Risque de propagation - fumées

Celui qui fait du feu doit prendre toutes dispositions utiles de manière à éviter tout risque de propagation et à ne pas incommoder les voisins, notamment par des émissions de fumées.

Art. 57 - Dans les zones habitées, les feux de plein air sont interdits la nuit et les jours de repos public, sauf autorisation préalable de la Municipalité. Sont au surplus réservées les dispositions de la législation fédérale et cantonale en matière de police des forêts notamment.

Art. 58 - Vent violent - sécheresse

En cas de vent violent ou de sécheresse, des précautions spéciales doivent être prises pour écarter les risques d'incendie ; le cas échéant, tout feu est interdit.

Art. 59 - Précautions - fourrages

Toutes mesures de précaution et de surveillance doivent être prises lors de l'engrangement des fourrages afin de prévenir la combustion. En cas de danger, le propriétaire ou son représentant a l'obligation d'avertir immédiatement le service du feu.

Art. 60 - Matières inflammables

La Municipalité prend les mesures placées dans sa compétence en ce qui concerne la préparation, la manutention et l'entreposage de substances explosives, de matières inflammables et explosives ou d'autres substances à combustion rapide.

Art. 61 - Bornes hydrantes

Il est interdit d'encombrer, notamment par le stationnement de véhicules, les abords des bornes hydrantes et des locaux servant à remiser le matériel de défense contre l'incendie.

Art. 62 - Cortège aux flambeaux

Aucun cortège aux flambeaux ne peut avoir lieu sans l'autorisation de la Municipalité.

Art. 63 - Feux d'artifice

L'emploi de pièces d'artifice lors de manifestations publiques est soumis à l'autorisation préalable de la Municipalité.

Art. 64 - Locaux destinés aux manifestations

La Municipalité peut interdire, pour des manifestations publiques, l'utilisation de locaux présentant un danger particulier en cas d'incendie.

III. DE LA POLICE DES EAUX

Art. 65 - Interdictions

Il est interdit :

- a) de souiller en aucune manière les eaux publiques ;
- b) d'endommager les digues, berges, passerelles, écluses, barrages, prises d'eau et tous autres ouvrages en rapport avec les eaux publiques ;
- c) de toucher aux vannes, portes d'écluses, ou prises d'eau et installations analogues en rapport avec les eaux publiques, si ce n'est pour parer à un danger immédiat ;
- d) d'extraire des matériaux du lit des cours d'eau ou de leurs abords immédiats ;
- e) de faire des dépôts de quelque nature que ce soit sur les berges ou dans le lit des cours d'eau du domaine public.

Art. 66 - Fossés et ruisseaux du domaine public

Les fossés et ruisseaux du domaine public sont entretenus par les soins de la Municipalité, laquelle, avec le concours des propriétaires intéressés, prend les mesures prévues par la loi sur la police des eaux courantes dépendant du domaine public.

Art 67 - Les coulisses, canalisations et ruisseaux privés sont entretenus par leurs propriétaires, de manière à épargner tout dommage à autrui. En cas de carence du propriétaire, l'administration communale prend toutes dispositions utiles, aux frais de celui-ci.

Art. 68 - Dégradations

Les particuliers sont tenus d'aviser la Municipalité de toutes dégradations survenant sur leurs fonds au bord d'une eau publique.

En cas d'urgence, la Municipalité prend immédiatement les mesures de sécurité nécessaires pour éviter des dégâts plus graves ou des accidents.

CHAPITRE V

DE LA POLICE DU DOMAINE PUBLIC ET DES HABITANTS

I. DU DOMAINE PUBLIC EN GÉNÉRAL

Art. 69 - Usage soumis à autorisation

Toute utilisation du domaine public dépassant les limites de l'usage normal de celui-ci, en particulier toute anticipation sur le domaine public; est soumise à une autorisation préalable de la Municipalité, à moins qu'elle ne relève de la compétence d'une autre autorité-' en vertu de dispositions spéciales.

Art. 70 - Usage normal

L'usage normal de la voie publique réside principalement dans la circulation, soit le déplacement et le stationnement temporaire des véhicules et des piétons, ainsi que dans la conduite des animaux qui ne peuvent être transportés.

Art. 71 - Police de la circulation

Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales, la Municipalité est compétente pour limiter la durée du stationnement des véhicules, ou de certaines catégories d'entre eux, sur la voie publique, ou pour l'interdire complètement.

Elle peut faire installer des parcomètres ou prendre toutes dispositions pour contrôler le temps (autorisé) de stationnement des véhicules aux endroits où celui-ci est limité. Sauf réglementation spéciale, les véhicules ne doivent pas stationner plus de sept jours consécutifs sur les places de parc ou les voies publiques ; des exceptions peuvent être accordées dans des cas particuliers.

Art. 72 - Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales, la circulation; et le stationnement de véhicules utilisés à des fins publicitaires, ainsi que le stationnement sur la voie publique de véhicules affectés à la vente des marchandises, sont subordonnés à l'autorisation de la Municipalité.

Art. 73 - Dépôts, travaux et anticipation sur la voie publique

Les dépôts, ainsi que tous les travaux sur la voie publique, ne sont admis qu'avec l'autorisation de la Municipalité. Toutefois, pour les besoins d'un chargement ou d'un déchargement, il est permis de déposer, sur la voie publique et ses abords, des colis, marchandises et matériaux.

La Municipalité peut faire procéder, sans délai, par les services communaux, à la fermeture de toute fouille ouverte sans permis.

Elle peut même faire enlever tout ouvrage, dépôt, installation, etc., effectué sans autorisation, et faire cesser toute activité ou tous travaux entrepris.

Les frais résultant des interventions des services communaux, dans les cas énumérés ci-dessus, sont à la charge du contrevenant.

La Municipalité peut édicter des prescriptions spéciales sur les travaux, fouilles et échafaudages, ainsi que sur les dépôts de marchandises, matériaux et objets quelconques.

Art. 74 - Acte de nature à gêner
l'usage de la voie publique

Tout acte de nature à gêner ou entraver le commun usage de la voie publique, en particulier la circulation, ou à compromettre la sécurité de cet usage, est interdit.

Sont notamment interdits

1. sur la voie publique

- a) l'entreposage de véhicules et, sauf cas d'urgence, leur réparation ;
- b) les essais de moteurs et de machines;
- c) le jet de débris ou d'objets quelconques.

2. sur la voie publique ou à ses abords

- a) le fait de grimper sur les arbres, poteaux, réverbères, pylônes, clôtures, etc., et sur les monuments ;
- b) les plantations qui gênent ou entravent la circulation ou l'éclairage public ;
- c) le dépôt, l'entreposage, la pose ou l'installation de quoi que ce soit qui pourrait gêner ou entraver la circulation.

Art. 75 - Affichage

L'affichage à l'intérieur de la localité est régi par un règlement spécial approuvé par le Conseil d'État le 4 août 1976.

Art. 76 - Jeux interdits

La pratique de n'importe quel jeu est interdite sur la chaussée.

Sur les trottoirs et aux abords de la voie publique, la pratique des jeux dangereux pour les passants ou de nature à gêner ou entraver la circulation ou l'éclairage public est interdite.

La Municipalité peut déroger aux dispositions ci-dessus.

Art. 77 - Interdictions diverses

Il est interdit, à partir de 10 heures du matin et jusqu'à la nuit, de :

- a) secouer des vêtements, tapis, draps, et autres ;
- b) suspendre de tels objets, étendre du linge, ou exposer des matelas, paillasses et autres objets, sur les balcons ou aux fenêtres.

Art. 78 - Nom des voies privées

Si des motifs d'intérêt public le commandent, la Municipalité peut imposer aux propriétaires d'une voie privée l'obligation de donner à cette dernière un nom déterminé.

Art. 79 - Fontaines publiques

Il est interdit d'utiliser l'eau des fontaines pour laver les véhicules automobiles ou autres machines.

Art. 80 - Il est interdit de souiller l'eau des fontaines publiques et de la détourner, de vider les bassins, d'obstruer les canalisations et d'encombrer les abords des fontaines publiques.

II. DES BÂTIMENTS

Art. 81 - Plaques indicatrices et dispositifs d'éclairage

Les propriétaires fonciers sont tenus de tolérer, sans indemnité, la pose ou l'installation sur leur propriété, y compris la façade de leur immeuble, de tous signaux de circulation, plaques indicatrices de nom de rue, numérotation des bornes hydrantes, repères de canalisations, ainsi que d'appareils d'éclairage public.

Art. 82 - Numérotation

La Municipalité décide, selon sa libre appréciation, si et quand il y a lieu de soumettre à la numérotation les bâtiments donnant sur une voie publique ou privée, ou sis aux abords de celle-ci.

CHAPITRE VI

DE L'HYGIÈNE ET DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

I GÉNÉRALITÉS

Art. 83 - Mesures d'hygiène et de salubrité publiques

La Municipalité édicte les prescriptions nécessaires et prend les mesures indispensables à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques, notamment

- 1) pour assurer le contrôle des denrées alimentaires et des viandes ;
- 2) pour maintenir l'hygiène et la salubrité dans les habitations ;
- 3) pour combattre les maladies transmissibles et en limiter les effets.

Art. 84 - Commission de salubrité

La Commission de salubrité a toutes les attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, notamment par la loi sur la police des constructions et par la loi sur l'organisation sanitaire.

La Commission de salubrité soumet ses propositions à la Municipalité. Elle est composée des trois membres au moins, dont un médecin et un homme compétent en matière de construction, nommés par la Municipalité pour une période de quatre ans, au début de chaque législature.

Art. 85 - Inspection des locaux

La Municipalité, assistée par la Commission de salubrité, a le droit de faire procéder, en tout temps, à l'inspection des locaux servant à l'exploitation d'un commerce et des lieux de travail.

Elle peut également ordonner, d'office ou sur réquisition, l'inspection d'une habitation dont il y a lieu de craindre qu'elle ne satisfasse pas aux exigences de l'hygiène et de la salubrité. Les dispositions de la police des constructions sont pour le surplus réservées.

Art. 86 - Contrôle des denrées alimentaires

La Municipalité peut faire contrôler en tout temps les denrées alimentaires destinées à la vente.

Art. 87 - Opposition aux contrôles réglementaires

Sous réserve des cas qui rentrent dans la compétence préfectorale, toute personne qui s'oppose aux inspections et aux contrôles prévus aux articles 85 et 86 ci-dessus est passible des peines prévues aux articles 9 et 10 du présent règlement.

La Municipalité peut en outre faire procéder à ces inspections ou contrôles avec l'assistance de la police.

Art. 88 - Travail ou activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques

Tout travail et toute activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques, notamment de par l'emploi de substances nocives, insalubres ou malodorantes, doivent être accomplis de manière à ne pas incommoder les voisins. Les déchets carnés doivent être déposés à l'abattoir.

Art. 89 - Commerce des viandes

Les locaux où la viande est manipulée, entreposée ou mise en vente, sont placés sous la surveillance de la Municipalité.

II. DE LA PROPRETÉ DE LA VOIE PUBLIQUE

Art. 90 - Interdiction de souiller la voie publique

Il est interdit de salir la voie publique. Il est notamment interdit, sur la voie publique

- 1) d'uriner et de cracher ;
- 2) de laisser les chiens et autres animaux souiller trottoirs, les seuils, les façades des maisons et promenades publiques ;
- 3) de jeter des débris ou autres objets quelconques, y compris les ordures ménagères ;
- 4) de déverser des eaux sur la voie publique ;
- 5) d'obstruer les bouches d'égouts;
- 6) de laver les véhicules.

Art. 91 - Travaux salissant la voie publique

Toute personne qui salit la voie publique est tenue de la remettre en état de propreté. En cas d'infraction à cette disposition, ou si le nettoyage n'est pas entrepris immédiatement ou dans le délai imparti, la Municipalité peut ordonner que les nettoyages se fassent aux frais du responsable.

Art. 92 - Risque de gel

Le lavage de la voie publique et des chemins privés accessibles au public est interdit s'il y a risque de gel.

Art. 93 - Ordures ménagères

La Municipalité édicte un règlement relatif à l'enlèvement des ordures ménagères et autres déchets. Sauf autorisation de la direction de police, il est interdit de pratiquer le tri des ordures et autres déchets déposés sur la voie publique.

CHAPITRE VII

DES INHUMATIONS ET DU CIMETIÈRE

I. DES INHUMATIONS ET INCINÉRATIONS

Art. 94 - Compétences et attributions

Le service des inhumations et des incinérations ainsi que la police du cimetière rentrent dans les attributions de la Municipalité qui fait exécuter les lois, règlements et arrêtés fédéraux et cantonaux en la matière.

La Municipalité nomme un préposé à ce service.

Art. 95 - Horaire et honneurs

Les convois funèbres doivent partir à l'heure fixée par le service de police.

Les honneurs funèbres sont rendus à proximité du domicile mortuaire ou du lieu de culte, à l'endroit fixé par le préposé au service des inhumations. Ils peuvent également être rendus au cimetière.

Art. 96 - Contrôles

Tout déplacement, comme tout départ ou toute arrivée de corps sur le territoire de la Commune, est placé sous la surveillance du service de police qui doit en être avisé à l'avance par la famille ou l'entreprise de pompes funèbres intéressée.

Art 97 - Registre

Le préposé tient un registre des décès, inhumations et incinérations.

II. DU CIMETIÈRE

Art. 98 - La Municipalité fixe, dans un règlement spécial approuvé par le Conseil d'État, toutes dispositions relatives au cimetière.

CHAPITRE VIII

DE LA POLICE DU COMMERCE

I DU COMMERCE

Art. 99 - Police du commerce

La Municipalité veille à l'application de la loi sur la police du commerce.

Art. 100 - Activités soumises à patente

La Municipalité assume le contrôle des activités légalement soumises à patente ou à autorisation ; elle s'assure que ces activités ne portent aucune atteinte à l'ordre, à la tranquillité, à la sécurité publics, et aux bonnes moeurs. L'exercice de ces activités peut être limité à certains emplacements, restreint à certaines heures, et même interdit certains jours.

Art. 101 - Registre des commerçants

Il est tenu un registre des commerçants de la Commune ; ce registre est public.

Art. 102 - Ouverture des magasins

La fixation de la durée et de l'horaire d'ouverture des magasins est de la compétence de la Municipalité.

Art. 103 - Demande de visa

Toute personne non domiciliée dans la Commune, qui se propose d'y exercer une activité soumise à patente par la loi sur la police du commerce, doit adresser une demande de visa à la Municipalité.

Art. 104 - Vente de produits agricoles

L'étalage, le déballage et le colportage de produits agricoles, même s'ils ne sont pas soumis à patente, sont subordonnés à l'autorisation de la Municipalité.

Art. 105 - Colportage interdit

Est interdit le colportage

- a) de tous les champignons ;
- b) de la viande et des conserves de viande.

Art. 106 - Foires et marchés

La Municipalité peut édicter les prescriptions nécessaires concernant les foires et marchés, en vertu de la législation cantonale et de la loi sur la police du commerce en particulier.

CHAPITRE IX

DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Art. 107 - Champ d'application

Tous les établissements pourvus de patentes ou de permis spéciaux pour la vente en détail et la consommation des boissons, ainsi que pour la vente à l'emporter, sont soumis aux dispositions du présent règlement.

Art. 108 - Heures d'ouverture

- a) les établissements publics ne peuvent être ouverts qu'à partir de 06h00 ; ils doivent être fermés à 24h00 les vendredis et samedis, et à 23 h 00 les autres jours;
- b) les établissements nocturnes (dancings) sont soumis à une autorisation spécifique.

Art. 109 - Prolongation d'ouverture

Toute demande de prolongation d'ouverture est soumise à l'autorisation et aux taxes fixées par la Municipalité.

Elle se nomme " permission " et sa durée est d'une heure, La Municipalité n'accorde, par semaine et par établissement, pas plus de :

- 5 prolongations journalières d'une heure chacune ou
- 2 prolongations de trois heures au maximum chacune.

Le Service de police tient le contrôle des permissions et procède aux encaissements spécifiques.

Lors des fêtes générales, la Municipalité peut accorder des "autorisations spéciales". Elles sont à lui demander par écrit, au moins 10 jours à l'avance. Dans tous les cas, il ne sera pas accordé de prolongations au-delà de 4 heures.

Art. 110 - Consommateurs

Pendant le temps où l'établissement doit être fermé au public, nul ne peut y être toléré, ni s'y introduire. Seuls les hôteliers ou les maîtres de pension sont autorisés à admettre des voyageurs dans leurs établissements après l'heure de fermeture, ceci pour autant qu'ils y logent. Dans ce cas, les bulletins d'hôtel doivent être remplis immédiatement.

Art. 111 - Contravention

Le titulaire de la patente de tout établissement resté ouvert après l'heure de fermeture, sans autorisation spéciale, sera déclaré en contravention.

Le bénéficiaire d'un permis spécial est soumis aux mêmes dispositions. Les acheteurs et consommateurs seront passibles des mêmes sanctions que le titulaire de la patente ou du permis spécial. En cas de contraventions répétées, les permissions seront refusées.

Art. 112 - Tranquillité

Dans les établissements publics, tous actes de nature à porter atteinte au bon ordre, à la décence et à la tranquillité publique, sont interdits.

Art. 113 - Obligation du tenancier

Le titulaire de la patente est responsable de l'ordre dans son établissement ; il a le droit, si un rappel à l'ordre est demeuré sans effet, d'expulser le contrevenant après l'avoir sommé de quitter les lieux. S'il ne peut parvenir à faire respecter les heures de fermeture, il est tenu d'en aviser immédiatement la police.

Art. 114 - Bals et concerts

Les concerts, bals ou autres attractions donnés dans les établissements publics ne peuvent durer au-delà de 22h00 sans une permission spéciale de la direction de police qui en fixe la durée.

La Municipalité fixe le tarif des permissions et procède aux encaissements par son service de police.

Art. 115 - Jeux et musique

Les titulaires d'une patente sont tenus de respecter les articles de ce règlement concernant la lutte contre le bruit.

CHAPITRE X
POLICE RURALE

Art. 116 - La police rurale est régie, en général, par le Code rural et la loi cantonale sur la viticulture, et en particulier par le présent règlement.

Art. 117 - Déprédation

Il est interdit

a) d'enlever gravier, terre ou sable sur les voies publiques, dans les jardins et autres lieux publics, et d'endommager ou de déparer les plantations qui les ornent ;

b) de dégrader de quelque manière que ce soit les plantations, haies, murs, arbres et arbustes sur le fond d'autrui et le domaine public.

Art. 118 - Oiseaux pillards

La Municipalité peut restreindre, ou au besoin interdire, l'usage de moyens bruyants mis en oeuvre contre les oiseaux pillards.

Art. 119 - Vignoble

a) La Municipalité fixe les bans des vendanges, compte tenu des éléments fournis par les contrôles de maturation, et après consultation des viticulteurs.

Ces bans ne peuvent être différents qu'ils s'agisse de la cueillette de raisin de table ou de raisin de cuve.

Nul ne peut vendanger avant la date fixée. La Municipalité peut accorder la permission de vendanger avant l'ouverture des bans aux propriétaires dont la récolte aurait à souffrir d'un retard ou si d'autres circonstances exceptionnelles le justifient .

b) Si la permission accordée entraîne des frais extraordinaires de garde ou de police, ceux-ci sont à la charge du propriétaire ;

c) Il est interdit de vendanger de nuit ;

d) La Municipalité organise la surveillance du vignoble.

Art. 120 - Il est interdit :

a) de souiller les pâturages ;

b) de déranger le bétail et la faune.

Art. 121 - Chemins de campagne

Tout propriétaire, fermier, locataire ou ouvrier, a l'obligation de veiller au bon entretien des chemins réservés aux exploitations agricoles. Il doit sans délai aviser la Direction des travaux de tous dégâts ou détériorations constatés.

Art. 122 - Travaux défendus

Sur tous les chemins de campagne, il est défendu

a) de déposer du fumier, de la terre, des pierres, du bois ou des matériaux quelconques ;

b) de labourer, d'abattre ou d'entamer les talus. Chaque agriculteur est responsable des accotements des chemins longeant ses parcelles et doit les entretenir.

Art. 123 - Entretien des banquettes et des chaintres

Chaque agriculteur est chargé d'entretenir les banquettes qui limites ses parcelles. Le long des prés et des champs, les herbes devront être fauchées au moins deux fois l'an. Il devra tenir propres et faucher les chaintres au droit de ses parcelles jusqu'au milieu de la chaussée.

Art. 124 - Entretien des chemins

Tout propriétaire, fermier ou locataire devra, après les labourages et autres travaux, nettoyer proprement les chemins au droit des parcelles.

Art. 125 - Autres travaux

Lors des travaux, notamment à la rentrée des récoltes et aux labours, le propriétaire, le fermier ou le locataire devra en tout temps placer ses attelages ou tracteurs, ses instruments et récipients, de façon à ne pas entraver la circulation.

Art. 126 - Responsabilité

Tous dégâts occasionnés aux chemins, ouvrages et propriétés par la faute ou la négligence des intéressés seront mis entièrement à leur charge.

Art. 127 - Chevaux

Les cavaliers et conducteurs d'attelages sont responsables de leurs chevaux.

CHAPITRE XI

CONTRÔLE DES HABITANTS

Art. 128 - Principe

Le contrôle des habitants, ainsi que le séjour et l'établissement sont régis par les lois et règlements fédéraux et cantonaux en la matière.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 129 - Abrogation

Le présent règlement abroge le règlement de police de la Commune de Bex du 1^{er} janvier 1952 et les dispositions complémentaires y relatives.

Art. 130 - Entrée en vigueur

La Municipalité est chargée de l'exécution du présent règlement.
Celui-ci entrera en vigueur dès son approbation par le Conseil d'État.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 26 octobre 1982.

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 8 juin 1983.

Approuvé par le Conseil d'État dans sa séance du 26 juin 1985.